



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nouméa, le 20 décembre 2024

Hausse programmée de la fiscalité : Les élus devront rendre des comptes aux Calédoniens

Si les acteurs du monde économique ne se sont jamais opposés au besoin urgent de réformer en profondeur notre modèle économique et social, ils ont néanmoins toujours rappelé l'importance d'engager un plan de réforme global intégrant obligatoirement des efforts quant aux économies de dépenses publiques.

L'Etat a été clair sur les conditions liées au prêt de 27 milliards et chacun en a pris acte, notamment lors du vote à l'unanimité par les élus du congrès de la DM6, inscrivant cette nouvelle aide au budget de la Nouvelle-Calédonie.

Les contreparties de ce prêt restent discutables et devaient faire l'objet d'une concertation avec les partenaires sociaux. Tel était le message des élus vis-à-vis des partenaires sociaux au moment des discussions. Mais la réalité aujourd'hui semble toute autre et les méthodes quant à elles interrogent sérieusement les représentants du monde économique, inquiets de constater l'absence de projet de réforme global et un passage en force possible de certaines réformes, en témoigne l'inscription au Congrès dès la semaine prochaine du projet de réforme sur la TGC et de la CCS, alors que les discussions et ajustements promis sont encore loin du niveau d'acceptabilité.

Nul besoin de rappeler la situation critique dans laquelle la Nouvelle-Calédonie est plongée depuis plusieurs mois. Les acteurs du monde économique ont largement mobilisé leurs forces et leurs ressources pour contribuer à la reconstruction et proposer des pistes soutenables et équilibrées quant aux réformes nécessaires, notamment lors de leur participation aux travaux du PS2R. L'objectif partagé était bel et bien d'aider le territoire à se relever de cette crise historique majeure et de stopper l'hémorragie de manière définitive. Les projets de réformes proposés reposent uniquement sur une hausse de la fiscalité, laissant penser que les Calédoniens, une fois encore pourraient l'assumer sans même avoir à se prononcer. Les convocations de dernière minute, justifiées par un calendrier de mise en œuvre serré, sont inacceptables compte-tenu de la gravité de la situation et de l'état de nos finances qui nécessitent une concertation sincère et sérieuse et non déguisée.

L'ordonnancement des réformes, permettant aux élus d'adopter des mesures sans passer par la procédure législative ordinaire, constitue un danger réel au même titre que l'absence totale d'économie de dépenses publiques ou de mesures de soutien direct aux entreprises.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie dépend de l'économie et repose sur ceux qui font l'économie de ce territoire. Par conséquent, nous informons l'ensemble des élus du territoire que nous n'adhérons ni à la méthode, ni au contenu des projets de réformes que nous considérons incomplet et dangereux. Ces derniers ne sont pas à la hauteur des enjeux, des besoins et de l'urgence du territoire. Ils ne répondent aucunement aux contraintes des entrepreneurs et salariés de ce territoire et font peser, une fois de plus, le poids de ces réformes sur les consommateurs.

L'économie calédonienne est au bord de l'effondrement. Il serait regrettable de voir une aide louable à la reconstruction avoir pour conséquence absurde l'asphyxie définitive de l'ensemble des acteurs économiques.